

## Enquête du SNUipp : les français plébiscitent le report à 2014

C'est une enquête d'un nouveau genre que le SNUipp-FSU a menée auprès de l'opinion publique. Les parents sont comme les enseignants. Ce n'est pas le principe d'une réforme des rythmes qu'ils remettent en cause – même si ils jugent ce sujet non prioritaire pour l'école – mais bien sa mise en œuvre pratique pour leur enfant, à l'échelle de leur commune.

De fait, après les collectivités locales, ce sont les français et encore plus les parents d'élèves qui renforcent notre conviction d'un report à 2014. La réforme ne semble pas mûre. Seuls 12% des français sont pour une réforme en 2013. Le report à 2014 est plébiscité soit de manière systématique (33% chez les français et 40% chez les parents d'élèves), soit là où les conditions ne sont pas réunies pour 2013 (48%).

C'est bien le cœur de la réforme qui n'est pas dans le bon rythme. Le ministre avait promis une journée éducative pour les enfants avec une journée scolaire moins longue et mieux articulée avec le périscolaire de qualité et gratuit pour tous les enfants.

A regarder le sondage, voilà, une exigence tout à fait légitime qui semble déçue car non garantie pour tous les enfants

**\*Si les français attendent que cette réforme favorise l'égalité entre les enfants, ils considèrent majoritairement qu'elle aurait plutôt tendance à aggraver les inégalités.**

C'est le cas pour 62% des parents d'enfants scolarisés. Ils considèrent que ces activités périscolaires devraient être gratuites pour tous (77% des parents).

**\*Les français et encore plus les parents doutent de la capacité de leur commune à mettre en place la réforme réussie.** Infrastructures insuffisantes (45% des français), manque de personnel qualifié encadrant les activités périscolaires (57%).

**\*Malgré tout, ils ne veulent pas payer cette réforme de leur poche.** 73% ne se disent pas prêts à assumer une augmentation d'impôts locaux dans leur commune. Plus d'un sur deux n'inscrira pas ses enfants si les activités sont payantes – ce taux augmentant chez les familles défavorisées – Enfin contrairement, au schéma qui semble se dégager ici et là, l'allongement de la pause méridienne ne fait pas recette. 68% des français lui préfèrent des journées de classe finissant à 15H30 avec des activités périscolaire prenant le relais.

Cette enquête constitue un pavé dans la mare de l'angélisme de cette réforme. Le 12 février, nous avons exprimé notre déception sur la manière dont l'organisation des temps de l'enfant étaient en train de se dessiner dans la vraie vie. Depuis, des mois, nous avons pointé les difficultés : gratuité, infrastructures, articulation du scolaire et du périscolaire pour 100 % des enfants. C'est le cœur de la réforme qui ne bat pas au bon rythme. La belle journée éducative ne peut pas être une vitrine que l'on exposerait dans les communes riches et un mirage chez les autres.

Maintenant que les difficultés pratiques sont identifiées, il faut remettre l'ouvrage sur le métier. Nous demandons le report à 2014 là où les conditions ne sont pas réunies, là où l'accord de toutes les parties prenantes n'est pas garanti. Tout ne peut pas être renvoyé à la concertation locale. Il faut se mettre autour de la table, prendre le temps de réécrire le décret et obtenir des garanties pour les élèves comme pour les conditions de travail des enseignants.

Il faut aussi avancer sur tous les autres sujets de la priorité au primaire qui ont été écrasés par la réforme des rythmes : baisse du nombre d'élèves, formation continue, révision des programmes, maternelle, Rased, direction d'école, ... La balle est dans le camp du ministre.